

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1146 du 9 février 2013 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1146

**EDITORIAL** : La force de l'euro fort pp. 1-2

**CONJONCTURE** : La mauvaise épargne chasse la bonne pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Hold up sur l'Assurance Vie p. 4 - Dégage ! p. 5 - Le budget européen en baisse ? p. 5

**CONNAISSANCE DE L'ECONOMIE** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## La force de l'Euro fort

L'Euro fort fait aujourd'hui des miracles. Il dispose en effet d'un pouvoir extraordinaire : il fait oublier tout le reste, il est l'alibi idéal pour expliquer le chômage et tous les autres fléaux qui s'abatent actuellement sur notre économie et notre société.

Ce pouvoir est fondé sur le mensonge et l'erreur, qui abusent facilement un peuple ignorant de la chose économique et dûment conditionné par la pensée unique, véhiculée par les médias.

Quelle surprise en effet de voir depuis quelques jours l'euro fort à la une de tous les quotidiens, sur tous les plateaux de télévision ! C'est l'euro fort qui plomberait la croissance des pays européens, c'est lui qui explique-

rait les délocalisations, c'est lui qui se ferait rouler dans la farine par le dollar, le yen, la livre sterling et toutes les monnaies du monde qui gèrent la crise en dépréciant volontairement leurs devises pour mieux doper leur production nationale. Tout cela à cause de l'entêtement de la BCE et des Allemands qui ne veulent pas prendre le risque d'une inflation. L'Europe ne participe pas à la « guerre des monnaies » qu'évoquait avec prémonition Jean Yves Naudet dans une de ses récentes analyses de conjoncture.

Le mythe de l'euro fort repose en fait sur l'ignorance volontaire ou non de plusieurs réalités, par ordre d'importance croissante. >>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)  
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## La force de l'euro fort (suite)

1° L'euro n'est fort qu'en comparaison de monnaies volontairement et dangereusement affaiblies ;

2° En réalité l'euro est une mauvaise monnaie ;

3° Les Français font pression pour que l'euro soit déprécié plus vite, plus fortement ;

4° L'euro « fort » n'empêche pas des pays de la zone euro d'avoir une croissance supérieure à la nôtre et un chômage très inférieur au nôtre ;

5° La France est menacée non par l'euro, mais par la tyrannie du statu quo.

Pour résumer : comme en France on est dans l'incapacité de changer les vices fondamentaux que l'Etat a introduits dans notre économie, on persuade les Français que « c'est la faute des autres ». L'euro fort va de pair avec le « made in France » : les autres sont les méchants, nous sommes les meilleurs. Ce langage est tenu pratiquement par la quasi-totalité de la classe politique, de l'extrême gauche à l'extrême droite.

### *“ Faiblesses de l'euro fort ”*

1° Il est vrai que les Américains, les Japonais et les Anglais se livrent depuis quelques mois à des acrobaties monétaires qui paraissent habiles, mais sont suicidaires. Habiles parce que la profusion de monnaie créée par les banques centrales de ces pays est émise en contre-partie de créances sur le Trésor Public : la dette publique est gérée avec de la monnaie de singe. Quand

on dit que l'euro est fort, il faudrait surtout dire que le dollar est faible. Les Chinois l'ont bien compris, qui refusent de réévaluer leur monnaie qui, à son tour, est gagée sur la masse de dollars qu'ils détiennent. Suicidaires parce que progressivement la cortisone monétaire va tuer toutes les défenses immunitaires de ces économies.

2° La gestion de l'euro n'a cessé de se dégrader depuis que Mario Draghi a pris la direction de la BCE. Car à l'heure actuelle les milliards émis par la BCE ont pour contrevalet l'achat de créances sur les Etats de la zone euro en faillite. Prêter à des faillis n'a jamais été une bonne gestion bancaire. La monnaie n'a plus aucune contrevalet réelle, ne correspond plus à des crédits à l'économie de nature à anticiper des revenus futurs, mais à des créances sur l'Etat de nature à éponger les déficits passés et présents. De plus, la BCE mène une politique qui maintient des taux d'intérêt réels négatifs : que se passerait-il si les taux n'étaient pas manipulés, portant le coût de la dette à des sommets ?

3° Evidemment les pays les plus endettés voudraient que la BCE « relance » l'économie européenne. En fait il ne s'agirait en rien d'une relance des entreprises, mais d'une nouvelle bouffée d'oxygène pour des Etats incapables de gérer leur dette publique. Le rêve secret de tous les endettés est de fuir dans l'inflation – issue catastrophique mais probable. L'euro paraît fort à ceux qui voudraient qu'il soit encore plus faible.

4° Les ravages de l'euro prétendu fort sont illusoires. D'une part, cela n'a jamais inquiété les Allemands, au deuxième rang

des exportateurs mondiaux, et qui ont un taux de chômage presque moitié du nôtre. En zone Euro les Autrichiens, les Hollandais, les Luxembourgeois ont une croissance honnête et un chômage inférieur à 5 %. D'autre part, l'euro fort permet de bénéficier d'importations à meilleur marché, en particulier d'alléger la facture énergétique (mais la France a des « fournisseurs » attitrés parmi les plus chers au monde).

### *“ L'euro fort, un écran de fumée ”*

5° En France il n'y a pas à avoir peur de l'euro fort, mais de la pression politique qui empêche toute réforme sérieuse : pas de fluidité du marché du travail, mais du chantage syndical et corporatiste, pas de rentabilité de l'effort productif, mais la traque aux riches, aux entrepreneurs, à tous ceux qui réussissent, pas de crédits pour investir mais la confiscation de l'épargne pour financer un logement social ruineux, inefficace et injuste, pas de réforme systémique des retraites ou de l'assurance maladie, mais des charges sociales de plus en plus lourdes et une protection chancelante, et – résumant le tout – pas de liberté pour le secteur privé, mais une hypertrophie du secteur public, avec son cortège de monopoles, de fonctionnaires, de déficits, de privilèges et de corruptions.

Euro fort ? Non : France bloquée.

**Jacques Gareilo**

## LA MAUVAISE EPARGNE CHASSE LA BONNE

Les Français épargnent. Contrairement à ce qu'imaginent les Keynésiens, c'est une bonne nouvelle. Bien orientée, l'épargne soutient la croissance, car elle finance les investissements productifs, accroît l'offre globale de produits et permet de distribuer le pouvoir d'achat correspondant. Mais l'épargne est-elle bien orientée en France ? Comme le confirment les derniers résultats publiés, elle finance avant tout le secteur public, depuis les logements sociaux jusqu'aux déficits budgétaires. C'est un gaspillage provoqué par les interventions étatiques ; en quelque sorte la mauvaise épargne a chassé la bonne.

### Un taux d'épargne élevé

Le taux d'épargne des ménages est, en France, un des plus élevés d'Europe. Il est supérieur à 16% du revenu disponible et a même atteint 16,8% en 2011.

Contrairement à ce que pensent les Keynésiens, c'est a priori plutôt une bonne nouvelle. Si les Keynésiens n'aiment pas l'épargne, c'est parce qu'ils pensent qu'elle représente une non consommation, et comme pour eux la demande est le moteur de l'économie, plus on épargne, moins on dépense, de sorte que l'activité économique se ralentit.

Il y a deux siècles Malthus avait imaginé que l'épargne était une thésaurisation, de l'argent retiré du circuit économique. Au début du XXIème siècle peut-on persévérer dans cette erreur ? En économie de marché libre, l'épargne n'est pas une fuite dans le circuit, parce qu'elle est « réactivée » par des intermédiaires financiers qui vont la placer et la mettre ainsi au service de la croissance. L'épargne ne dort pas sous une pile de linge ni dans un coffre. Elle débouche sur des investissements productifs. Ainsi un équilibre dynamique se fait-il à tout instant entre les épargnants (agents à capacité de financement) et les emprunteurs (agents à besoin de financement), ce qui en fait revient à dire que les ménages mettent leur argent à la disposition des entreprises. Les entreprises, grâce au crédit qu'elles demandent, mettent en œuvre une production qui leur permettra et de créer des débouchés nouveaux et de rembourser leurs emprunts.

L'épargne est une avance sur le futur productif.

### Un autofinancement insuffisant

Malheureusement, en France cette avance n'est pas très productive parce que l'épargne ne va pas, ou pas assez, vers l'investissement des entreprises. Cette déviation de l'épargne est d'autant plus grave que les entreprises françaises, comme l'a récemment rappelé le rapport Gallois, n'ont que très peu de capacités d'autofinancement. La cause en est la faiblesse de leur taux de marge, car elles sont écrasées de charges et d'impôts. Le taux de marge de nos sociétés est de 30% contre près de 38% pour la moyenne de la zone euro. Le rapport Gallois rappelle que le taux d'autofinancement est de 64% en France en 2012 (contre 85% en 2000), alors qu'il est de près de 100% en moyenne dans la zone euro. Faute de profit, nos entreprises ont besoin de financement externe et devraient recourir davantage au crédit, mais le crédit est d'autant plus cher que l'épargne va ailleurs... De la sorte, les investissements de nos entreprises sont nettement insuffisants et cela explique la faible compétitivité de la France.

### L'épargne administrée privilégiée

Alors où disparaît l'épargne française ? L'un des postes principaux est constitué par l'épargne administrée (le livret A et autres, du type Livret de Développement Durable (LDD). Nous en avons souvent

parlé dans cette rubrique. C'est l'une des formes préférées d'épargne des Français pour une raison bien simple : elle est exonérée d'impôts et bénéficie des encouragements des pouvoirs publics. Les ménages y voient une forme d'épargne, certes peu rémunératrice, mais défiscalisée, très liquide et que l'on présente comme jouant un rôle social valorisant pour l'épargnant qui a l'impression de faire une bonne œuvre : le financement des HLM.

La réalité est moins rose : cette épargne alimente avant tout et de façon obligatoire la Caisse des Dépôts et Consignations, établissement public aux multiples rôles, bras financier de l'Etat, qui sert pour le logement social. Or le logement social, comme l'ont montré Jacques Garello et Nicolas Lecaussin dans une étude de l'IREF diffusée par l'Union Nationale de la Propriété Immobilière (UNPI) est à l'origine de la crise du logement en France, précisément parce que le parc public de logement bénéficie de conditions d'emprunt et de subventions qui empêchent le parc privé de se développer – les plans et règlements d'urbanisme ainsi que les obstacles administratifs à la construction (comme la loi SRU) font le reste.

Mais la Caisse des dépôts se sert aussi pour financer, via divers organismes, les entreprises qu'elle a arbitrairement choisies et dont la rentabilité n'est pas forcément l'élément primordial. Il y a là un effet d'éviction : l'épargne qui finance le secteur public ne sert pas au secteur productif privé. >>

## La mauvaise épargne chasse la bonne (suite)

Le gouvernement n'a cessé de favoriser « son » épargne par la fiscalité et surtout par le canal de la Caisse. C'en est au point que les Français, depuis quelques mois, ont délaissé les contrats d'assurance-vie. Bien que cette épargne n'aille pas entièrement au secteur privé, elle avait au moins un mérite : prévoir la ruine des retraites de la Sécurité Sociale. La prévoyance des particuliers est donc trompée avec le mirage des livrets A.

### Ne pas s'engager dans l'épargne capitaliste !

Le rapport Gallois affirme que « les flux de financement sont insuffisamment orientés vers le tissu industriel ». Il souligne qu'en ce qui concerne l'épargne réglementée, « l'essentiel de cette épargne, particulièrement abondante en France, est mobilisé vers le financement du logement social » et que pour les actifs gérés par les sociétés d'assurance, qui sont adaptés aux financements de long terme, « seule une fraction minime finance les sociétés non financières françaises (100 milliards d'euros soit un peu plus de 5% » de cette épargne) et pratiquement rien vers les PME non cotées.

C'est dire que les épargnants ont déserté le marché des actions, alors qu'il s'agit là d'alimenter les fonds propres des entreprises et les investissements productifs. La part du nombre d'actionnaires individuels dans la population, qui était encore de 13,8% en 2008, est tombée à 8,3%. Certes, la crise est passée par là et les ménages préfèrent l'épargne liquide. Mais il est difficile de ne pas y voir l'effet de la fiscalité, qui fait fuir les épargnants vers des cieus fiscaux plus cléments, ou vers des placements où la spoliation est moins grande. Il faut enfin tenir compte du discours ambiant anticapitaliste : la chasse aux riches n'incite pas à se trouver dans la situation d'un porteur de capital, puisque le capital, c'est le mal. Résultat : selon un sondage publié par Les Echos, 5% des Français se disent incités à acheter des actions, contre 20% en 2001.

### L'Etat protège contre tous les risques

Quant aux TPE, PME et Start up, les projets de super-taxation, même partiellement adoucis face à la révolte des pigeons, ont fait fuir les investisseurs, business angels en tête. Prétendre taxer les plus

values comme un revenu ordinaire traduit une méconnaissance de la façon dont fonctionnent les créateurs d'entreprises innovantes. Mais chez nos dirigeants le risque est mal perçu, étant qualifié de spéculation. A présenter comme immoraux ceux qui acceptent de prendre des risques, on va créer une génération d'épargnants pensant que le livret A est le maximum du risque autorisé par le politiquement correct.

Les errements des politiques économiques successives ont installé en France un climat d'incertitude, et c'est aussi ce qui explique la préférence pour l'immédiat, pour l'épargne liquide, alors que l'épargne investie suppose un engagement de plus long terme. Notre pays a été installé dans la peur, dans l'instabilité fiscale et réglementaire. Personne ne sachant de quoi demain sera fait, la prudence commande de ne pas s'engager. Mais en faisant une confiance aveugle à l'Etat et à sa gestion de l'épargne, les Français courent des risques bien plus grands encore.

Jean Yves NAUDET

## Hold up sur l'Assurance Vie

*Le gouvernement veut obliger les assureurs à investir dans l'immobilier*

L'analyse de Jean Yves Naudet s'enrichit des propos de Jérôme Cahuzac, qui vient d'annoncer une « réforme de l'épargne » lors des rencontres parlementaires sur l'épargne et la fiscalité. Le ministre du Budget a annoncé que le gouvernement allait demander aux assureurs de placer dans l'immobilier une plus grande partie de l'épargne récoltée par les contrats d'assurance vie. Pour rassurer, il a précisé que cette obligation serait assortie d'exemptions fiscales (très encadrées cependant) et ne représenterait qu'une quarantaine de milliards : peu de chose par rapport

aux 1.800 milliards collectés.

Certes les placements immobiliers sont rares chez les assureurs, c'est seulement 2% du total. On comprend facilement pourquoi : l'Etat a tué l'immobilier locatif privé avec sa fiscalité, sa réglementation (la législation sur les loyers est aberrante) et a misé sur le logement « social », de sorte que la rentabilité de l'immobilier dépasse difficilement 2%. C'est très insuffisant pour garantir un rendement honnête aux épargnants, puisqu'il faut au minimum du 4% pour servir les pensions promises. Aujourd'hui, pour l'essentiel, les

assureurs placent 56% de l'épargne dans l'investissement des entreprises privées (actions et obligations) et c'est trop peu, surtout comparé aux 31% placés en obligations d'Etat (on les y contraint).

Cet épisode démontre d'une part que l'Etat se moque éperdument des contrats privés, il se croit propriétaire de votre épargne et la dispense à sa façon, et d'autre part que ceux qui veulent se protéger contre la ruine inéluctable des retraites publiques obligatoires de la Sécurité Sociale seront bientôt privés de la liberté de choisir ce mode de prévoyance. •

## Dégage !

*Ce slogan des Tunisiens avait lancé les printemps arabes. Il a un nouveau sens*

Il s'adresse maintenant aux islamistes radicaux qui, en Tunisie comme ailleurs, veulent imposer la charia. Hier, vendredi 8 février, n'aura pas été un jour de prière en Tunisie, mais un jour de grève générale, la première depuis 35 ans, et de manifestations : visiblement le peuple se révolte contre les nouveaux dictateurs.

Cette révolte, qui n'est pas encore une révolution, a été provoquée par l'assassinat de Maître Chokri Belaïd, avocat de gauche qui menait le combat contre le parti Ennahda, au pouvoir depuis sa victoire (42%) aux élections générales constituantes de l'an dernier.

Dans ce parti et au sein même du gouvernement présidé par Hamadi Jebeli, la tendance radicale islamiste l'a emporté et la terreur s'est installée dans le pays. La charia, déjà pratiquée tous les jours, ne passe pas : les femmes veulent conserver la liberté que Bourguiba leur avait léguée, et les

jeunes aspirent à la vie « à l'occidentale ».

Cette dramatique évolution pose une question de fond sur la démocratie et la liberté.

Les esprits faibles ont cru voir dans les printemps arabes une victoire de la démocratie. D'authentiques dictatures ont été renversées : Tunisie, Egypte, Libye. Mais pour policiers et corrompus qu'ils fussent, ces régimes n'avaient pas versé dans le totalitarisme et, surtout en Tunisie, la vie privée et les choix individuels étaient relativement épargnés, alors que la vie publique était entièrement contrôlée.

Une fausse conception de la démocratie, héritée de Rousseau, en fait la fille du suffrage universel : il y a élections (dites « libres ») donc il y a démocratie. Hitler, Mussolini, Peron :

démocrates. La démocratie n'est pas la terreur imposée par la majorité élue, elle est protection de la minorité, et de la plus petite des minorités : l'individu. On a pour habitude d'associer les droits de l'homme et les droits du citoyen. Peut-on avoir les uns sans les autres ? Il est des pays où les droits du citoyen sont méconnus sans que pour autant les droits de l'homme soient supprimés. C'est le cas de Singapour aujourd'hui. Où est le progrès qui consiste à chasser Ben Ali pour instaurer la charia ? Les libéraux ne cessent de demander la liberté dans toutes ses dimensions, mais ils peuvent ne pas mettre sur le même plan libertés individuelles et libertés publiques. Certes, conjuguer les deux est le propre des vraies démocraties. Mais admettre (au moins en façade) les libertés publiques en supprimant les libertés individuelles est une erreur dramatique. •

## Le budget européen en baisse ?

*L'accord sur une baisse globale de 3,6% résistera-t-il au vote du Parlement ?*

Sommet agité à Bruxelles. Derrière les ajustements budgétaires exigés par la conjoncture se livre actuellement une véritable bataille de fond sur l'avenir de l'Union Européenne à 27. Deux positions extrêmes : celle de David Cameron, qui ne voit pas la nécessité d'une Europe dirigiste et veut la réduire à une zone de libre échange (dans la ligne libérale de Margaret Thatcher), et celle de François Hollande, qui est dans la ligne française maintenue depuis un demi-siècle, celle de Jacques Delors : organiser au niveau de l'Europe une vaste redistribution, notamment en faveur de la paysannerie française, et lancer des investissements massifs d'intérêt général. Avec quel argent ? Celui

des contribuables des 27 pays, en taxant le contribuable français certes, mais avec la compensation de tirer le plus grand bénéfice de la redistribution de la cagnotte.

Donc, après deux jours de négociations, les 27 ont tranché. Certains diront dans le sens voulu par David Cameron : une coupe de 40 milliards dans le budget pluriannuel 2014-2020. D'autres verront Hollande obtenant le maintien de la politique agricole commune, et le rejet de la baisse drastique proposée par le président polonais de l'Union, qui voulait aller jusqu'à 120 milliards de coupes.

L'affaire est loin d'être terminée. D'une part, à long terme, un budget prévisionnel de cette ampleur a tout lieu d'être révisé en cours de route dans une conjoncture plus qu'incertaine. D'autre part, dans l'immédiat, le Parlement Européen pourrait ne pas avaliser l'accord passé entre les 27 chefs d'Etat. Sans doute risquerait-il ainsi d'annihiler le succès qu'il a remporté en obtenant le principe d'un budget pluriannuel, qui affirme son indépendance à l'égard de la Commission et des Etats. Mais quand on discutera du détail des coupes budgétaires, les intérêts nationaux pourraient bien reprendre leurs droits, mais aussi les choix idéologiques sur l'avenir de l'Europe. A suivre... •

*Dans la croisade que je mène contre l'ignorance économique, j'ai commencé par « ce qui ne se voit pas », et je vous ai présenté « l'économie naturelle », dont les principes correspondent bien à la nature des choses, mais surtout à la nature des hommes. La pratique de l'économie naturelle conduit chacun de nous à créer, à servir, à tenir compte des expériences et des erreurs. Toutes ces vertus se sclérosent au contraire dans l'économie contemporaine, celle « qui se voit » et qui est fondée sur des artifices.*

## Les artifices de l'économie contemporaine

A l'heure actuelle, on peut relever trois types de déviations de l'économie :

1° Les choix individuels deviennent de moins en moins importants au fur et à mesure que se développent les choix collectifs. Effectués par les responsables politiques, ils amènent à confier aux administrations publiques des missions sans cesse plus nombreuses, bien au delà des missions traditionnelles de l'Etat (police, justice, armée, diplomatie).



***L'utilisateur ou l'administré est sans défense***

Les « services publics » échappent à la logique de l'économie de marché, ils fonctionnent par prélèvements obligatoires et positions de monopole, laissant l'utilisateur ou l'administré sans défense. D'autre part, plus le secteur public est important, moins il y a de possibilités pour le secteur privé, qui manque de main d'œuvre, de financement.

***L'administration publique ignore l'économie.***

2° Même quand demeurent les apparences du marché, la liberté de choix des individus, des familles ou des communautés est réduite ou fortement orientée. Manipuler les prix, fixer des maximums ou minimums, des quotas, des seuils, rendre des clauses obligatoires, imposer des intermédiaires officiels, créer et protéger des monopoles, subventionner, aménager, exonérer et pénaliser : ces initiatives que prennent la plupart des gouvernants tendent à instaurer des termes de l'échange sans rapport avec l'offre et la demande. Privées d'informations fiables sur les besoins et les ressources, les entreprises avancent à l'aveuglette.

***L'économie dirigée est une économie désorientée.***

3° Un autre artifice est la distribution de « faux droits », qui ne correspondent pas à la rémunération d'un apport productif, à un service fourni, mais qui proviennent soit d'une pure création artificielle de monnaie (en cas d'inflation) soit d'une redistribution de revenus gagnés par d'autres. On arrive ainsi à une complète déconnexion entre activité productive et rémunération : on ne gagne plus son argent au service des autres, mais aux dépens des autres.

Si la solidarité naturelle commande une redistribution en faveur des plus démunis, celle que pratiquent les gouvernants est davantage inspirée par un égalitarisme aveugle qui défie la nature et la justice, et plus souvent encore par le désir d'accorder des privilèges à certains groupes de pression électoralement puissants. Alors que le progrès social est naturellement le résultat de l'effort et du mérite personnels, de la productivité des entreprises et de l'efficacité des marchés concurrentiels, il est aujourd'hui organisé de telle sorte que l'incitation au travail et à la performance disparaît, tandis qu'est encouragée la surenchère syndicale et corporative.

***L'économie « sociale » ruine l'économie et tue le progrès social.***

## L'économie politique en cause

**L'économie est devenue « politique »**



### L'économie politique en cause

Toutes ces déviations reviennent à un dérèglement majeur : introduire la politique dans la vie économique.

C'est une erreur qui coûte cher, parce que les pouvoirs publics consomment la part la plus importante de la valeur que nous créons. La productivité et la compétitivité disparaissent, apportant leur cortège de faillites, de chômage et d'appauvrissement généralisé.

C'est une erreur qui détruit la société, car elle ouvre la porte aux affrontements permanents, puisque c'est le recours à la pression

qui désignera finalement les gagnants et les perdants de l'économie. On ne pense plus à produire, à travailler, à épargner, à investir, à entreprendre, mais à revendiquer, à manifester, à intimider, à paraître, à séduire et à corrompre.

Enfin c'est une erreur qui brise l'homme, car elle le coupe de ses actes, elle le déresponsabilise, elle le prive de la propriété de son œuvre et de la possibilité d'exercer ses talents et de travailler à son accomplissement personnel.

Le tour pris par l'économie contemporaine est donc dangereux et dramatique.

### Ambiguïté de l'économie mixte

Malheureusement tout cela n'est pas toujours clairement perçu.

En voici la raison : dans un pays comme le nôtre, nous sommes simultanément soumis aux lois de l'économie naturelle, qui n'ont pas disparu puisqu'elles sont inscrites dans la nature de l'homme et dans une tradition de plusieurs siècles, et aux dérapages de l'économie artificielle, que nous pouvons appeler politique, sociale, dirigée, administrée, mais qui n'a plus d'économie que le nom. C'est l'illusion de la «troisième voie», de la conjugaison cacophonique entre le marché et le plan. On est en pleine incohérence. Comment y voir clair ? Comment séparer le bon grain de l'ivraie ?

### Retrouver le chemin de l'économie naturelle

Aujourd'hui plusieurs pays retrouvent le chemin de l'économie naturelle, et remettent ses principes en honneur. Cela se traduit par une disparition du chômage, une bonne croissance et une harmonie sociale retrouvée.

Ce n'est pas tout à fait le hasard qui les a mis sur ce chemin. C'est qu'ils ont compris que, pour une large part, les lois naturelles de l'économie, souvent ignorées et malmenées au niveau national, reprennent leur rigueur dans un espace mondialisé.

Sans doute certains rejettent-ils la mondialisation, parce que précisément elle compromet les artifices dont ils jouissent encore aujourd'hui dans le cadre national. Sans doute les gouvernants rêvent-ils de « maîtriser », c'est à dire de fausser, le marché mondial comme ils ont eu coutume de le faire depuis un siècle. Mais la dynamique du libre échange et de la libre entreprise est pour l'instant la plus forte. Dans ces conditions, mieux vaut se plier à la règle du jeu économique plutôt que de chercher à y échapper, d'autant plus que les efforts consentis en ce sens sont salutaires pour tous peu de temps après.

Alors, pourquoi pas en France ? Il nous faudrait mettre l'entreprise à la place de l'administration, l'humain à la place du social. Il nous faudrait, à notre tour, retrouver le nord.



25% des lecteurs de la Nouvelle Lettre ont commandé les ouvrages mis en promotion par la SEFEL.

C'est un formidable résultat, qui nous incite à poursuivre avec enthousiasme. Merci à ces pionniers de la nouvelle campagne, et merci à ceux qui les rejoindront.

Rappelons que l'un des succès des Tea Parties est que les participants ont lu, échangé des ouvrages et des articles, et le réseau a mis ainsi en contact des gens qui s'étaient investis dans la réflexion sur la liberté et son sort dans la société contemporaine.

La lecture est le substrat des forums de la liberté.

Au hit parade de vos commandes :  
**Connaissance du Libéralisme : 119**  
**Portraits d'économistes : 112**  
**Vidéo de l'Université d'Été : 51**  
**Vidéo du Candidat libre : 35**

Les résultats en ce qui concerne la mise en place des forums sont également encourageants.

Voici les forums qui devraient être annoncés au public sous peu : Aix, Bordeaux, Dax, Grenoble, Lyon (2), Marseille, Paris (2). Une rubrique spéciale sera disponible sur le site [libres.org](http://libres.org) dès le mois prochain.

**Rappelons quelques points de nature à favoriser le lancement d'un forum :**

- le dépôt d'une association portant en son titre ou sous-titre « forum des libertés » est conseillé, mais non obligatoire. Des groupes de discussion peuvent exister sans dépôt légal, mais s'il y a des finances en jeu (sponsors, contributions) le dépôt est plutôt préférable. Statuts-type disponibles sur demande à la Nouvelle Lettre.

- la (ou les) première(s) réunion(s) peut (ou peuvent) être attractive(s) grâce à la présence d'un orateur sur un sujet qui a fait l'objet de ses écrits ou de ses recherches.

- on peut inviter une personnalité locale de la société civile voire un élu local, mais veiller à ce que le forum ne devienne pas la propriété d'un parti ou d'une faction.

## Propos d'Éthique Economique

Jean Yves Naudet & Nicolas Madelenat di Florio



L'ouvrage est écrit par Jean-Yves Naudet, professeur d'économie à l'Université d'Aix Marseille, où enseigne également Nicolas Madelenat di Florio, philosophe.

Éthique, Morale, Économie : des termes que les adeptes du politiquement correct considèrent comme étant éloignés voire opposés, alors qu'ils sont en réalité tellement proches ! Les deux auteurs échangent sur ces termes et montrent très bien, arguments à l'appui, que l'économie, à condition qu'elle soit libre, ne pourrait être que morale. L'éthique a une dimension universelle, écrit Jean-Yves Naudet et, bien que nous soyons tous des « homo economicus » en quête de satisfactions personnelles, nos actions se mesurent à l'aune de cette éthique universelle.

Les deux auteurs partent des Présocratiques, passent par Aristote, Saint-Augustin, mais aussi Bodin et Rousseau (« l'anti-éthique »), jusqu'à la société civile d'aujourd'hui. Celle-ci a un rôle essentiel à jouer. L'individu, la famille, les communautés, les organisations spirituelles, « l'ordre marchand »... en font partie. Cette société civile doit être capable de remplacer l'État (Jean-Yves Naudet a raison de rappeler qu'il ne suffit pas de contester l'État) grâce au principe de subsidiarité. Mais est-elle vraiment prête à le faire en France ? C'est là que la mondialisation intervient car elle oblige notre pays à s'adapter et à se réformer plus vite : « Quant à la mondialisation, elle nécessite d'avoir des racines profondes pour pouvoir croître plus haut. Ces racines se trouvent dans des familles, dans des associations, dans des cultures locales, régionales, ou nationales... Il n'y a pas de mondialisation viable si l'homme n'est pas incarné dans des communautés vivantes, dans lesquelles il puise son éthique de la liberté et de la responsabilité », écrit très justement le professeur Naudet.

Dévoyée, critiquée, contestée, l'économie capitaliste est pourtant la seule qui ait donné aux individus la possibilité de créer des richesses et d'améliorer leur niveau de vie. S'il existe un système qui a mis l'éthique au centre de l'économie c'est bien la démocratie capitaliste. En revanche, c'est l'intervention de l'État et de ses acteurs qui a perverti le système. Le marché est attaqué à tort par les nostalgiques de catastrophes créées par les socialistes. Pourtant, écrit Jean Yves Naudet, « ...il est grotesque de lire des discours sur le caractère non-éthique du marché, car il serait le règne de l'individualisme, c'est tout le contraire, le marché est éminemment éthique, puisque ce sont des volontés libres qui se rencontrent, puisque le marché c'est la découverte de l'autre, les liens visibles ou invisibles ainsi tissés. »

L'ouvrage a non seulement le mérite de rappeler ces vérités, mais aussi de conduire le lecteur, à travers des références historiques et philosophiques, à une profonde réflexion sur l'action humaine. Démonstration est faite que les économistes libéraux sont non seulement des hommes de science, mais aussi des hommes de foi. Tant pis pour la dialectique marxiste qui consiste à faire condamner l'économie au nom de l'éthique, et à détruire l'éthique au nom de l'économie.

**Bogdan Calinescu**

**Jean Yves Naudet & Nicolas Madelenat di Florio Propos d'éthique économique, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2012**